



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Affaire AdGuard / Archive.today

Le 15/11/2025

English translation below.

Affaire AdGuard / Archive.today : précisions officielles de la WAAD

Web Abuse Association Defense (WAAD) répond aux accusations à la suite des publications diffusées par **AdGuard** concernant notre signalement de contenus pédopornographiques (CSAM) présents sur la plateforme **Archive.today**.

Plusieurs affirmations relayées par AdGuard sont **factuellement inexactes** et ne reflètent ni la réalité de notre association ni la nature factuelle des éléments transmis.

1. La WAAD est une association légalement enregistrée

La WAAD est déclarée selon le droit français et dispose de son numéro RNA. Tous les éléments transmis à AdGuard sont des **constats d'huissier certifiés**, réalisés par Qualijuris (<https://www.qualijuris.fr>), étude d'huissier reconnue à Nevers (SIRET : 381 215 102 000 25). Ces documents bénéficient en droit français de la **plus haute valeur probante**.

Nous avons fait constater par huissier **plus de 350 URLs pédopornographiques** sur Archive.today et ses miroirs.

Selon l'horodatage fourni par le site, certains contenus seraient en ligne **depuis plusieurs années**.

Ces documents ne peuvent en aucun cas être "faux" ou "fabriqués".

Sur demande officielle d'une autorité, la WAAD peut transmettre l'intégralité du dossier.



2. AdGuard reconnaît publiquement l'existence du contenu CSAM

Dans leurs propres publications, AdGuard indique que :

- Archive.today **a retiré immédiatement** le contenu signalé,
- AdGuard a **bloqué l'ensemble des domaines** Archive.today.

Ces éléments suffisent à démontrer que les contenus signalés **étaient bien présents au moment du signalement**.

Cette réalité contredit directement leur affirmation selon laquelle les preuves auraient été "fausses".

3. Le rôle de la WAAD : signaler, documenter, protéger

La WAAD exerce **son droit légitime pour signalement de pédopornographie** envers AdGuard.

Nos démarches suivent strictement les procédures prévues par les cadres français, européens et internationaux.

En France, **l'article 227-23 du Code pénal** interdit strictement « **d'offrir, de rendre disponible ou de diffuser** » toute image pédopornographique, par quelque moyen que ce soit.

La **LCEN (art. 6)** complète ce cadre en engageant la responsabilité des acteurs techniques qui assurent la diffusion.

Ainsi, même un service technique, y compris un DNS, dont la fonction est de diffuser et rendre accessibles les ressources qu'il résout, peut être juridiquement engagé lorsqu'il maintient l'accès à des contenus pédopornographiques signalés.

Notre mission est claire :

- **Identifier** les contenus pédopornographiques
- **Les signaler** aux acteurs concernés
- **Protéger** les mineurs et les victimes
- **Collaborer** avec les autorités compétentes

4. Demande de correction des informations inexactes

La WAAD invite AdGuard à **corriger les erreurs factuelles** publiées à son sujet et à clarifier leurs déclarations relatives à :

- notre association,
- la valeur juridique des constats,
- la nature des preuves transmises,



Web Abuse Association Defense, - W744000254 - Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association

- et les contradictions existantes entre leurs communications privées et publiques.
-

La WAAD reste disponible pour tout échange constructif.

5. Transmission possible du dossier complet aux autorités

La WAAD réaffirme sa disponibilité entière :

« La WAAD se tient à la disposition de la police française, du FBI ou de toute autorité compétente pour transmettre, sur demande officielle, l'intégralité du dossier de signalement, y compris les constats d'huissier certifiés. »

À ce jour, la WAAD **n'a reçu aucune plainte de la part de Adguard** ni aucune demande officielle ou d'une quelconque autorité.

6. Contradictions publiques d'AdGuard

AdGuard a :

- reconnu en privé l'existence du contenu CSAM,
- bloqué les domaines Archive.today,
- remercié la WAAD pour le signalement,
- fourni des informations techniques utiles en nous suggérant d'attaquer les hébergeurs directement,
- puis on fait volte-face et publié un récit public **incompatible** avec ces éléments factuels le 13 Novembre 2025

Ces incohérences soulèvent des questions légitimes concernant la rigueur de leur communication. D'autant plus qu'ils ont lis plusieurs semaines a reconnaître les constats d'huissiers prouvant la diffusion de contenu pédopornographique.

Capture des emails de réponses de Adguard :

* https://webabusedefense.com/presse/email_Adguard1.jpeg

* https://webabusedefense.com/presse/email_Adguard2.jpeg

7. Publication de données identifiantes (doxing)

Dans leur article, AdGuard a publié l'adresse de déclaration et l'email de la WAAD, ainsi que les nom des dirigeants, et diffusé des emails confidentiels en diffamant allégrement nos actions, notre structure et l'huissiers de justice.

Cette divulgation de données identifiantes d'une organisation anti-CSAM constitue un **risque de sécurité majeur** et pose un problème potentiel au regard du **RGPD (articles 5 et 6)**.



La France dispose d'un cadre légal strict contre le **doxxing**.

L'**article 226-4-1 du Code pénal** incrimine le fait de divulguer, par quelque moyen que ce soit, des informations permettant d'identifier ou de localiser une personne **dans l'intention de lui nuire**, infraction punie de **trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende**.

Depuis cette publication, la WAAD a reçu des menaces d'agression physique et de mort.

Une plainte sera à l'étude contre Adguard et ses relais dans les prochaines semaines.

Nous avons également envoyé une mise en demeure officiel à Adguard par courriels le 14 novembre 2025.

8. Validation institutionnelle du dossier : CERT, police, Google

Le dossier a été transmis à plusieurs entités, dont :

- **CERT-EU,**
- **CERT Suisse,**
- **plusieurs CERT nationaux,**
- **Google,** qui a confirmé la violation de ses règles et supprimé les contenus signalés.

Chaque organisme a reconnu la réception, et plusieurs examinent actuellement le dossier. Avec ces évaluations officielles en cours, les accusations avancées par AdGuard ne correspondent pas aux faits.

Capture des courriels de réponses du CERT Suisse et de Google :

* https://webabusedefense.com/presse/remove_google1.jpeg

* https://webabusedefense.com/presse/remove_google2.jpeg

* https://webabusedefense.com/presse/switch_cert.jpeg

9. URL pédopornographique non supprimé.

AdGuard a déclaré publiquement que toutes les URLs signalées avaient été supprimées. Nos vérifications techniques montrent qu'une partie de ces contenus est **toujours accessible** sur Archive.today et ses miroirs.

Les faits sont graves.

Cette contradiction interroge sérieusement la cohérence de leurs déclarations publiques.

En conclusion :



Le **29 octobre 2025**, AdGuard a reconnu sans ambiguïté l'existence de contenus pédopornographiques sur Archive.today. Ils ont bloqué les domaines, les miroirs et les sous-domaines concernés — confirmant ainsi la gravité des faits signalés par constats d'huissier.

Pourtant, le **13 novembre 2025**, un revirement brutal survient : un article signé Andrey Meshkov, cofondateur d'AdGuard, tente de **réécrire les faits**, de remettre en cause des constats d'huissier certifiés, et expose publiquement des données identifiantes de la WAAD. Ce texte constitue un **doxxing dangereux**, publié au moment précis où les autorités renforcent leurs investigations autour d'Archive.today.

Ce changement soudain de discours, après des semaines de silence, n'est pas anodin.

Les faits publics montrent qu'AdGuard a :

- reconnu l'existence du CSAM,
- bloqué les domaines,
- remercié la WAAD,
- transmis des informations techniques,
- puis renié ces mêmes faits en public,
- tout en laissant réapparaître l'accès à des URLs où subsistent encore des médias montrant des violences sexuelles sur mineurs.

Ce double discours est **inexplicable**.

Il est **inacceptable**.

Et il est **potentiellement dangereux**, car il contribue à maintenir accessibles des contenus pédopornographiques qui devraient être supprimés sans délai.

Plusieurs messages publiés sur X laissent entendre qu'AdGuard aurait subi un contrecoup commercial après le blocage initial des domaines Archive.today. Nous ne spéculerons pas sur leurs motivations.

Mais nous affirmons ceci :

les enfants victimes de violences sexuelles ne peuvent pas être la variable d'ajustement d'une stratégie de communication ou commercial.

Le contraste entre les faits constatés par huissier, les mails privés d'AdGuard, les retraits confirmés par Google, les accusés de réception des CERT européens — et le discours soudainement inversé du 13 novembre — doit alerter chacun.

La WAAD n'a jamais varié :

nous constatons, nous signalons, nous coopérons avec les autorités.

Nous n'avons aucun intérêt commercial, aucun agenda, aucun enjeu autre que la **protection des mineurs victimes d'exploitation sexuelle en ligne**.

Nous continuerons ce travail, coûte que coûte.

Nous ne céderons ni à l'intimidation, ni à la diffamation, ni au doxxing, ni aux campagnes visant à discréditer des constats certifiés.



La lutte contre la pédopornographie ne se négocie pas.
Elle ne se relativise pas.
Elle ne se retourne pas contre ceux qui luttent.

La WAAD poursuivra son combat, **avec détermination et sans jamais se taire.**

Web Abuse Association Defense (WAAD)
W691110691 – Association déclarée en France
Contact Presse Email: contact@webabusedefense.com
<https://webabusedefense.com/>



PRESS RELEASE
AdGuard / Archive.today Case
15/11/2025
English translation below.

AdGuard / Archive.today Case: official clarifications from WAAD

Web Abuse Association Defense (WAAD) responds to the accusations following the publications issued by AdGuard regarding our report of child sexual abuse material (CSAM) present on the Archive.today platform.

Several statements circulated by AdGuard are factually inaccurate and do not reflect either the reality of our association or the factual nature of the submitted evidence.

1. WAAD is a legally registered association



Web Abuse Association Defense, - W744000254 - Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association

WAAD is declared under French law and has its RNA number.

All elements transmitted to AdGuard are certified bailiff reports, carried out by Qualijuris (<https://www.qualijuris.fr>), a recognized bailiff office in Nevers (SIRET: 381 215 102 000 25). These documents have the highest evidentiary value under French law.

We had more than 350 child sexual abuse URLs on Archive.today and its mirrors recorded by a bailiff.

According to the timestamp provided by the site, some content has allegedly been online for several years.

These documents cannot in any way be “false” or “fabricated”.

Upon official request from an authority, WAAD can transmit the entire file.

2. AdGuard publicly acknowledges the existence of CSAM content

In their own publications, AdGuard states that:

- Archive.today immediately removed the reported content,
- AdGuard blocked all Archive.today domains.

These elements are sufficient to demonstrate that the reported content was indeed present at the time of the report.

This reality directly contradicts their claim that the evidence was “false”.

3. WAAD’s role: report, document, protect

WAAD exercises its legitimate right to report child sexual abuse material to AdGuard.

Our actions strictly follow the procedures provided by French, European, and international frameworks.

In France, Article 227-23 of the Penal Code strictly prohibits “offering, making available or distributing” any child pornography image, by any means whatsoever.

The LCEN (Art. 6) completes this framework by engaging the liability of technical actors who ensure dissemination.

Thus, even a technical service, including a DNS, whose function is to disseminate and make accessible the resources it resolves, may be legally liable when it maintains access to reported child sexual abuse material.



Our mission is clear:

- Identify child sexual abuse content
- Report it to the relevant actors
- Protect minors and victims
- Cooperate with the competent authorities

4. Request for correction of inaccurate information

WAAD invites AdGuard to correct the factual errors published about us and to clarify their statements relating to:

- our association,
- the legal value of the reports,
- the nature of the submitted evidence,
- and the contradictions between their private and public communications.

WAAD remains available for any constructive exchange.

5. Possible transmission of the full file to authorities

WAAD reaffirms its full availability:

“WAAD remains at the disposal of the French police, the FBI, or any competent authority to transmit, upon official request, the complete report file, including certified bailiff documents.”

To date, WAAD has received no complaint from AdGuard nor any official request from any authority.

6. Public contradictions from AdGuard

AdGuard has:

- acknowledged privately the existence of CSAM content,
- blocked the Archive.today domains,
- thanked WAAD for the report,
- provided useful technical information suggesting we target the hosting providers directly,
- then suddenly reversed course and published a public narrative incompatible with these factual elements on November 13, 2025.



These inconsistencies raise legitimate concerns about the rigor of their communication. Especially since they took several weeks to acknowledge the bailiff reports proving the dissemination of child sexual abuse material.

Screenshot of AdGuard's reply emails:

https://webabusedefense.com/presse/email_Adguard1.jpeg

https://webabusedefense.com/presse/email_Adguard2.jpeg

7. Publication of identifying data (doxing)

In their article, AdGuard published the registration address and the email of WAAD, as well as the names of the directors, and distributed confidential emails while openly defaming our actions, our structure, and the bailiff.

This disclosure of identifying data from an anti-CSAM organization constitutes a major security risk and raises a potential issue under the GDPR (Articles 5 and 6).

France has a strict legal framework against doxing.

Article 226-4-1 of the Penal Code criminalizes the act of disclosing, by any means whatsoever, information allowing to identify or locate a person with the intent to harm, an offense punishable by three years of imprisonment and a €45,000 fine.

Since this publication, WAAD has received threats of physical assault and death.

A complaint will be considered against AdGuard and its relays in the coming weeks.

We also sent an official formal notice to AdGuard by email on November 14, 2025.

8. Institutional validation of the file: CERT, police, Google

The file has been transmitted to several entities, including:

- CERT-EU,
- CERT Switzerland,
- several national CERTs,
- Google, which confirmed the violation of its rules and removed the reported content.

Each organization has acknowledged receipt, and several are currently reviewing the file. With these official evaluations underway, the accusations put forward by AdGuard do not correspond to the facts.

Screenshots of responses from CERT Switzerland and Google:

https://webabusedefense.com/presse/remove_google1.jpeg



https://webabusedefense.com/presse/remove_google2.jpeg
https://webabusedefense.com/presse/switch_cert.jpeg

9. Child sexual abuse URLs not removed

AdGuard publicly declared that all reported URLs had been removed.

Our technical checks show that part of this content is still accessible on Archive.today and its mirrors.

The facts are serious.

This contradiction seriously questions the consistency of their public statements.

Conclusion:

On October 29, 2025, AdGuard unambiguously acknowledged the existence of child sexual abuse content on Archive.today. They blocked the concerned domains, mirrors, and subdomains—thus confirming the severity of the facts reported by certified bailiff records.

Yet, on November 13, 2025, a sudden reversal occurs:

an article signed by Andrey Meshkov, co-founder of AdGuard, attempts to rewrite the facts, challenge certified bailiff reports, and publicly exposes identifying data of WAAD. This text constitutes dangerous doxxing, published at the very moment when authorities are intensifying their investigations around Archive.today.

This sudden change of narrative, after weeks of silence, is not insignificant.

Public facts show that AdGuard has:

- acknowledged the existence of CSAM,
- blocked the domains,
- thanked WAAD,
- transmitted technical information,
- then denied these same facts publicly,
- while allowing access to URLs where media showing sexual violence against minors still remain accessible.

This double discourse is inexplicable.

It is unacceptable.

And it is potentially dangerous, as it contributes to keeping accessible child sexual abuse content that should be removed without delay.

Several messages posted on X suggest that AdGuard may have suffered a commercial backlash after the initial blocking of Archive.today domains. We will not speculate on their motivations.

But we affirm this:

child victims of sexual violence cannot be the adjustment variable of a communication or commercial strategy.



The contrast between the facts noted by bailiff, the private emails from AdGuard, the removals confirmed by Google, the acknowledgements from European CERTs—and the suddenly reversed discourse of November 13—must raise awareness.

WAAD has never wavered:

we document, we report, we cooperate with authorities.

We have no commercial interest, no agenda, no objective other than the protection of minors victims of online sexual exploitation.

We will continue this work, no matter the cost.

We will not yield to intimidation, defamation, doxxing, nor campaigns aimed at discrediting certified reports.

The fight against child sexual abuse material is not negotiable.

It cannot be relativized.

It cannot be turned against those who fight it.

WAAD will continue its mission, with determination and without ever remaining silent.

Web Abuse Association Defense (WAAD)

W691110691 – Association declared in France

Press Contact Email: contact@webabusedefense.com
<https://webabusedefense.com/>

